

MEDEF Actu-Eco - n° 316

Direction des études économiques

Semaine du 19 au 23 février 2018



SOMMAIRE

FRANCE

- Défaillances d'entreprises en décembre 2017** : 54 470 en cumul sur douze mois (-6,0% sur un an)
- Crédits nouveaux au secteur privé en décembre 2017** : +11,6% en cumul sur un an (+17,9% pour les entreprises, +6,5% pour les ménages)
- Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en janvier 2018** : demande et conditions d'octroi inchangées pour les entreprises, baisse marquée de la demande de crédits habitats de la part des ménages
- Climat des affaires en février 2018** : nouveau fléchissement de l'indicateur toujours proche de son plus haut de janvier 2008, passage de l'indice de retournement en zone d'incertitudes

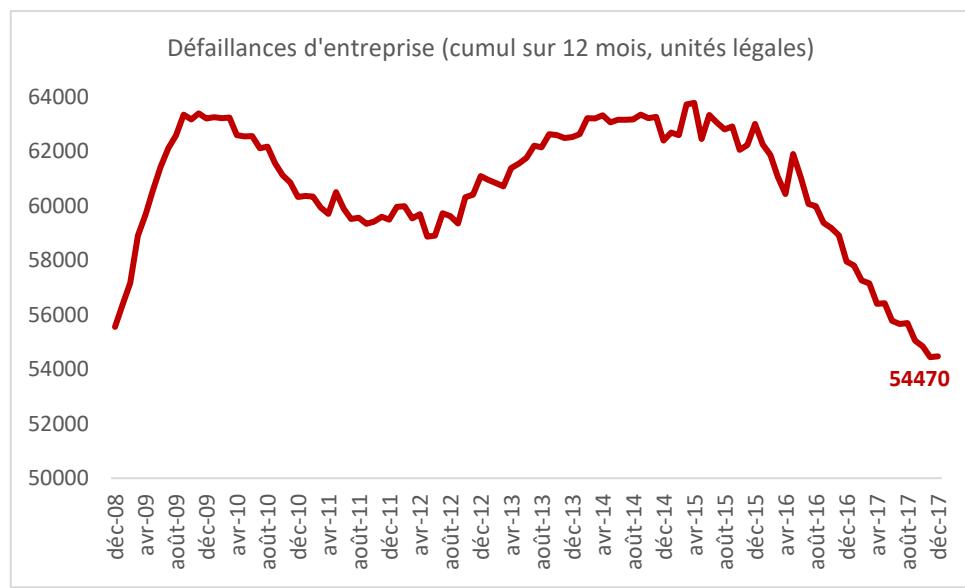
INTERNATIONAL

- Climat des affaires allemand en février 2018** : orientation moins favorable, nette dégradation des perspectives à six mois
- Tendance récente des marchés** : stabilisation des taux souverains, remontée de la bourse de Paris, baisse de l'euro et légère remontée du pétrole

1. Défaillances d'entreprises en décembre 2017 : 54 470 en cumul sur douze mois (-6,0 % sur un an)

* Selon les estimations de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se seraient établies à 54 470 unités légales en décembre 2017**, en cumul sur un an. Il s'agit toujours de niveau les plus bas depuis octobre 2008. **Elles**

s'inscriraient en repli de -6,0% par rapport à décembre 2016 (toujours en cumul sur douze mois), rythme de baisse inférieur à celui du mois précédent (- 7,6%). Il s'agit du **vingtième quatrième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** auraient reculé de -6,0% entre décembre 2016 et décembre 2017 (cumul sur douze mois). La baisse la plus forte aurait concerné les *moyennes entreprises* (- 14,8%) qui ne constituent que 0,5% du total des défaillances. Les défaillances des *très petites entreprises* (3,0% du total des défaillances) se seraient également repliées (-9,0%). En revanche, les

défaillances des *petites entreprises* auraient augmenté (+10,0%). **Les défaillances des microentreprises, qui représentent 94,8% du total des défaillances, auraient reculé de -6,1% sur un an.**

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** auraient augmenté de +60,7% en décembre, tout en ne représentant que 0,1% du total.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	Novembre 2017	Décembre 2017	Dec 17 / Dec 16 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :				
Microentreprises et taille indéterminée	54 402	54 425	-6,0	99,9
Très petites entreprises	51 526	51 565	-6,1	94,7
Petites entreprises	1 710	1 683	-9,0	3,1
Moyennes entreprises	885	894	+10,0	1,6
ETI et Grandes entreprises	281	283	-14,8	0,5
Total	43	45	+60,7	0,1
	54 445	54 470	-6,0	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouverait dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+5,4% sur un an) et du transport et entreposage (+4,7%). L'ampleur du recul serait très variable : -17,1% dans les activités

immobilières ; -11,7% dans la construction (plus d'une défaillance sur cinq) ; -7,8% dans le secteur du soutien aux entreprises ; -5,9% dans les activités financières et d'assurance ; -5,4% dans l'hébergement-restauration.

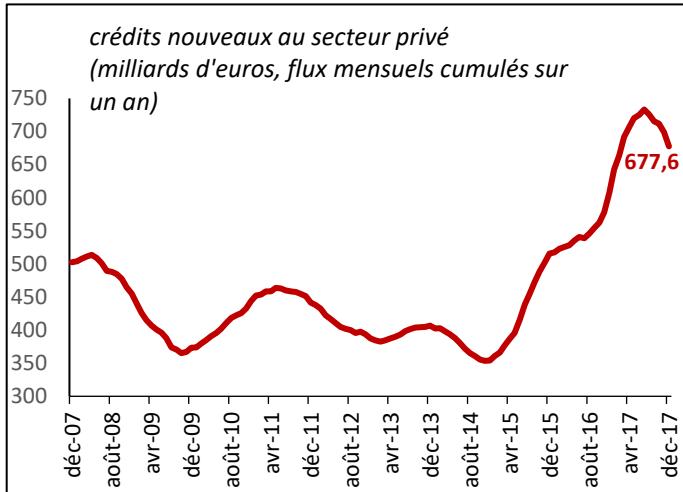
Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur l12 mois)

Unités légales	Novembre 2017	Décembre 2017	Dec 17 / Dec 16 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 499	1 511	+5,4	2,8
Industrie	3 917	3 889	-3,7	7,1
Construction	12 103	12 086	-11,7	22,2
Commerce et réparation automobile	12 003	12 017	-3,7	22,1
Transports et entreposage	1 773	1 832	+4,7	3,4
Hébergement et restauration	7 295	7 304	-5,4	13,4
Information et communication	1 374	1 378	-2,1	2,5
Activités financières et d'assurance	1 061	1 061	-5,9	1,9
Activités immobilières	1 772	1 763	-17,1	3,2
Soutien aux entreprises	5 735	5 750	-7,9	10,6
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 418	5 382	-2,6	9,9
Total	54 445	54 470	-6,0	100

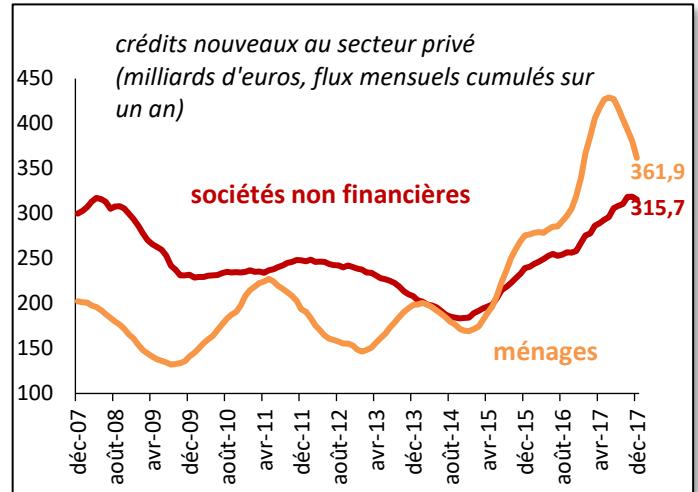
Source : Banque de France

2. Crédits nouveaux au secteur privé en décembre 2017 : +11,6% en cumul sur un an (+17,9% pour les entreprises, +6,5% pour les ménages)

* Les crédits nouveaux au secteur privé (flux mensuels cumulés sur un an) ont ralenti en décembre 2017 (accroissement de +11,6% sur un an après +21,0% en novembre), pour atteindre 677,6 milliards d'euros.



Cette hausse est sans doute à relier au niveau toujours bas des taux d'intérêt, qu'il s'agisse des sociétés non financières ou des ménages, dans un contexte d'amélioration progressive de l'environnement économique.

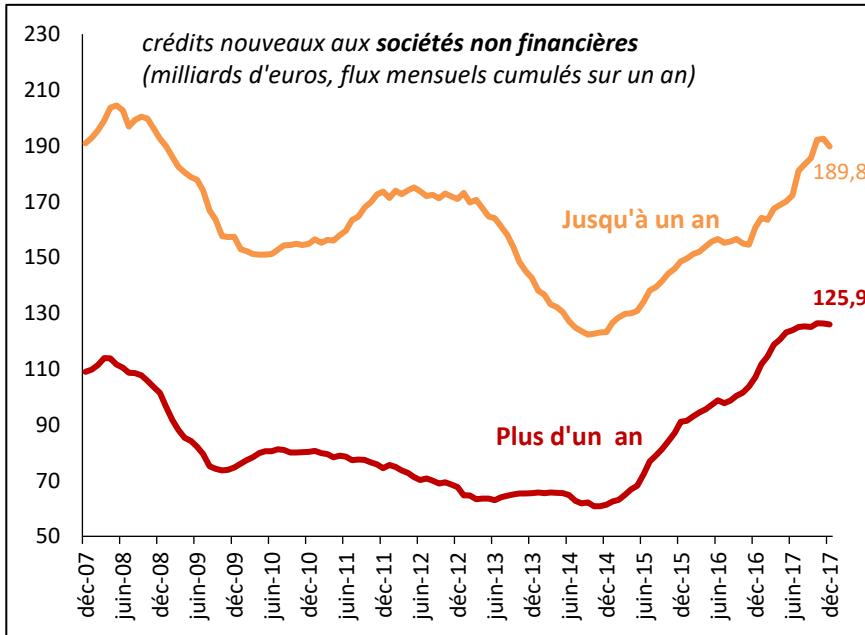


Source : Banque de France

* Les crédits nouveaux aux sociétés non financières, toujours en cumul sur douze mois, ont augmenté de +17,9% entre décembre 2016 et décembre 2017, hausse moins soutenue que le mois précédent (+23,4%). La production nouvelle de crédits a atteint 315,7 milliards d'euros et demeure sur des niveaux historiquement depuis juin 2006.

Les crédits nouveaux à plus d'un an, c'est-à-dire pour une bonne part ceux destinés à financer les projets d'investissement, ont progressé de +17,7% et représentent 40,0% des crédits accordés par les banques aux sociétés non financières.

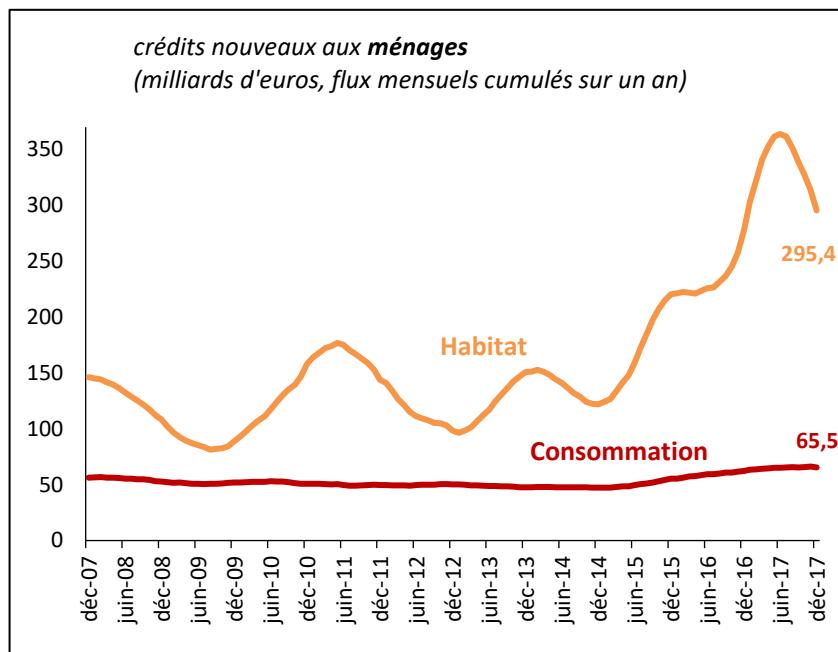
S'agissant du montant des crédits jusqu'à un an, il s'est accru de +18,1% pour atteindre 189,8 milliards d'euros, un plus haut depuis décembre 2008.



Source : Banque de France

* Les *crédits nouveaux aux ménages* ont également ralenti sur la période observée (+6,5% après +19,0%). La production nouvelle de *crédits à*

l'habitat a augmenté de +6,4% (81,6% du total des crédits accordés aux ménages) et celle des *crédits à la consommation* de +5,4%.



Source : Banque de France

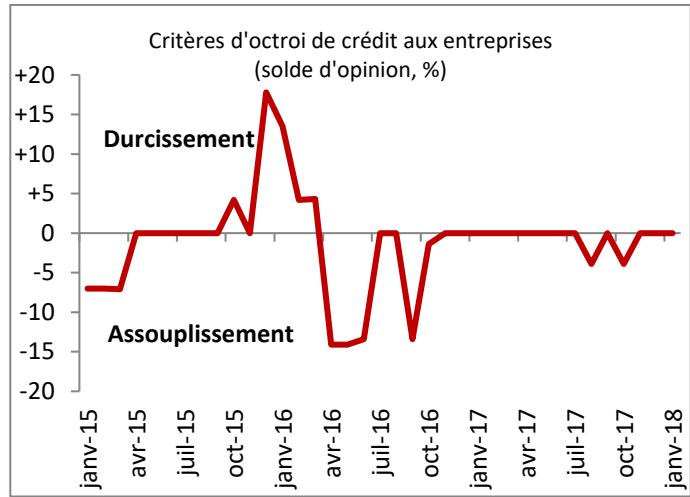
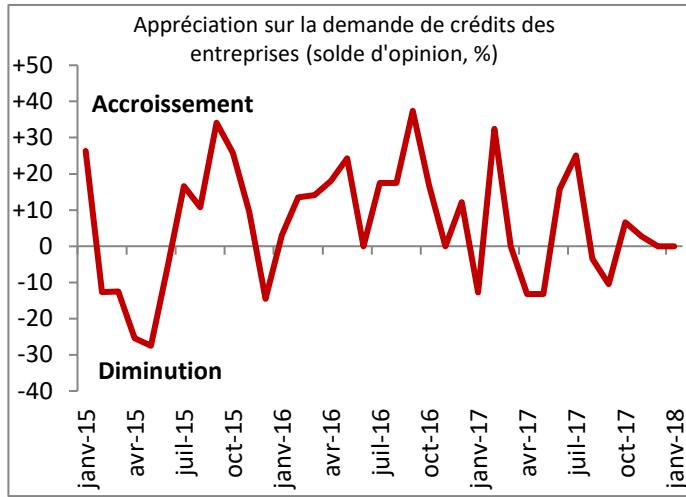
3. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en janvier 2018 : demande et conditions d'octroi inchangées pour les entreprises, baisse marquée de la demande de crédits habitat de la part des ménages

* La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédits suggère **une stabilité de la demande de crédits des entreprises en janvier 2018**, comme en décembre.

Toutes les banques interrogées ont indiqué que la demande de crédits des PME est restée inchangée

(comme en décembre), tout comme celle des grandes entreprises (contrairement à décembre où 5% des banques interrogées avaient indiqué une hausse de leur demande).

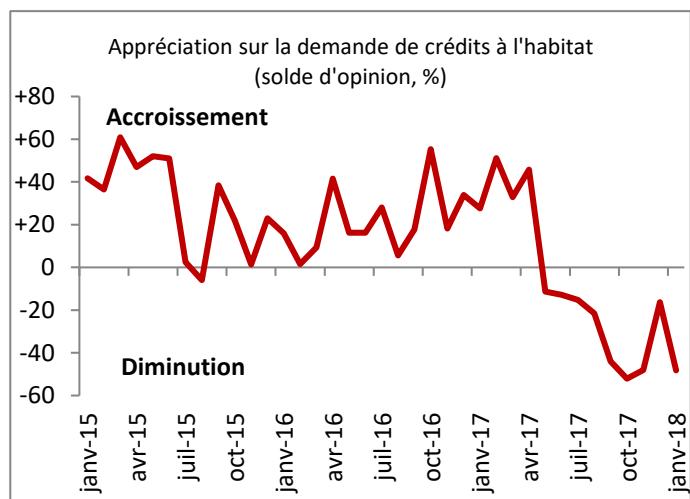
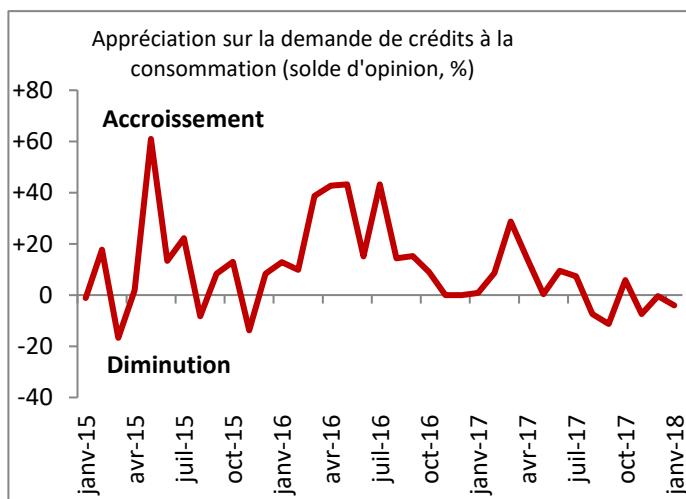
Simultanément, ***l'ensemble des établissements de crédits interrogés ont indiqué une stabilité des conditions d'octroi*** pour le troisième mois consécutif.



Source : Banque de France

* S'agissant des ménages, **la demande de crédits à la consommation** a été perçue en baisse par 4% des banques interrogées. La perception de **la demande de crédits à l'habitat** a continué d'être négative (pour quasiment un établissement bancaire interrogé sur deux) pour le neuvième mois consécutif après avoir été positive durant vingt mois successifs (septembre 2015-avril 2017).

Les conditions d'octroi de crédits aux ménages sont restées stables pour les crédits à la consommation (vingt-cinquième mois consécutif) et se sont légèrement assouplies pour les crédits à l'habitat, comme lors des quatre derniers mois.

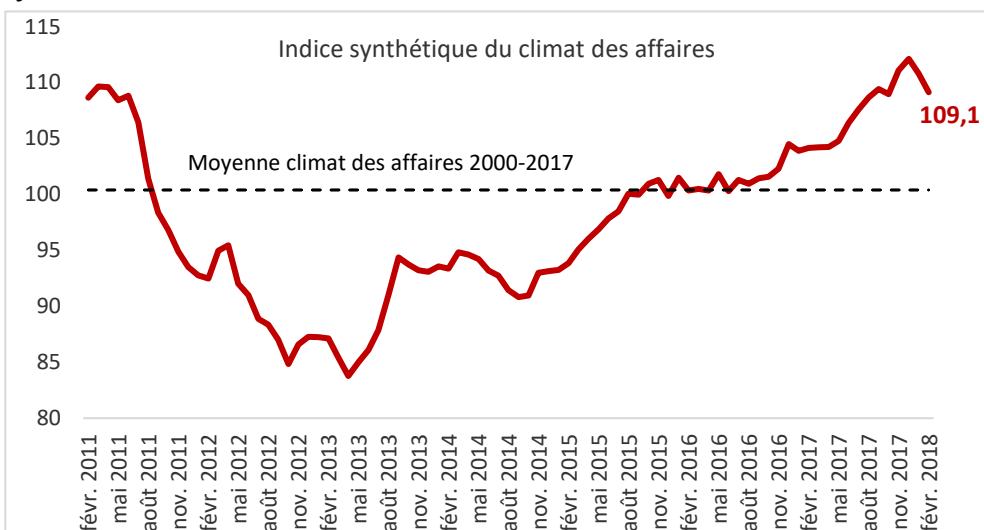


Source : Banque de France

4. Climat des affaires en février 2018 : nouveau fléchissement de l'indicateur toujours proche de son plus haut de janvier 2008, passage de l'indice de retournement en zone d'incertitudes

* Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, **le climat des affaires en France a continué de fléchir en février**. L'indice qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a diminué de -1,6 point par rapport à janvier (après déjà -1,3 le mois précédent) pour s'établir à 109,1. **Le climat des affaires demeure toutefois « à un niveau élevé », proche de ceux de janvier 2008.**

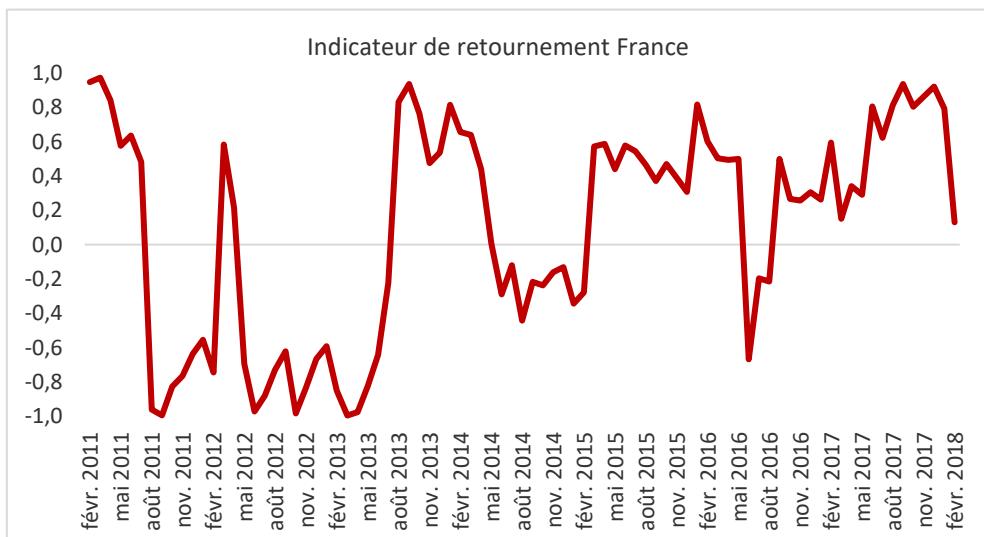
L'indicateur du climat de l'emploi s'est amélioré pour le deuxième mois consécutif (+0,7 point après +0,4 en janvier), du fait de « la hausse des soldes d'opinion sur les effectifs passés dans les services hors intérim et les effectifs prévus dans les agences d'intérim ». Cet indicateur s'établit à un plus haut depuis août 2011.



Source : INSEE

* **L'indicateur de retournement** pour l'ensemble de l'économie est passé pour la première fois depuis avril 2017 dans « la zone d'incertitude conjoncturelle » (0,1 après 0,8 en janvier). Compris

entre -1 et +1, cet indicateur permet d'apprécier le caractère favorable (proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes -0,3 et +0,3).



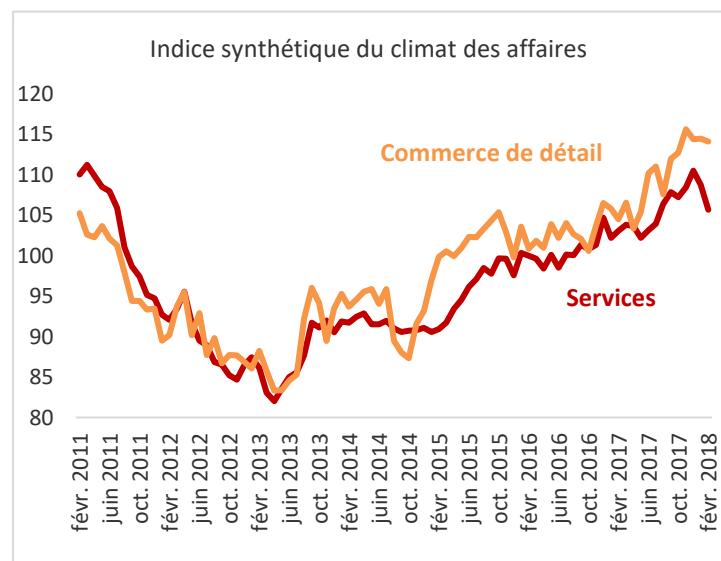
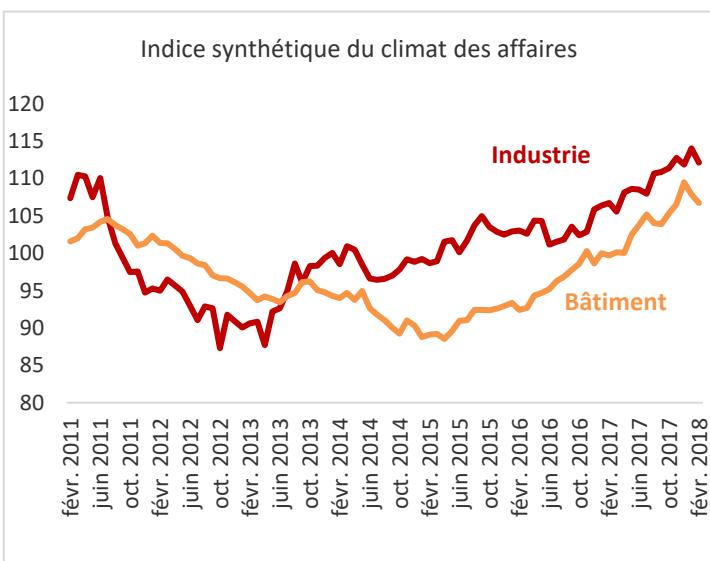
Source : INSEE

* La dégradation du climat des affaires en février a concerné l'ensemble des secteurs d'activités couverts par l'enquête :

- **après avoir atteint un plus haut de dix-sept ans en janvier, le climat conjoncturel s'est dégradé dans l'industrie manufacturière** (-1,9 point) tout en restant nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Le solde d'opinion des industriels sur leurs *perspectives personnelles de production* a reculé (-4,0 points) de même que celui sur les *perspectives générales du secteur* (-4,0 points) après avoir atteint le mois dernier un plus haut depuis juillet 2000. Leur opinion a également été plus tempérée s'agissant de leur *production passée*. Les soldes sur les carnets de *commandes étrangers et globaux* sont restés stables à un niveau très élevé. Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans l'industrie des *produits informatiques, électroniques et optiques* (-3,0 points), celle des *machines et équipements* (-2,0 points), celle de la *chimie* (-3,0 points) et celle du *textile-habillement-cuir* (-1,0 point) ;
- l'indice du climat des affaires dans *les services* s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-3,1 points après -1,8 en janvier). Cette nouvelle dégradation trouve son origine dans le moindre optimisme sur les *perspectives d'activité* (baisse du solde d'opinion de -4,0 points, après déjà -6,0 points en janvier, pour l'*activité à venir* et de -5,0 points pour l'*activité passée*) et sur la demande

prévue (-4,0 points). Par sous-secteurs, le climat s'est détérioré dans l'*information-communication* (-3,0 points), dans les *activités scientifiques et techniques* (-3,0 points), dans les *services administratifs et de soutien* (-3,0 points) et dans l'*hébergement et restauration* (-1,0 point) ;

- dans *l'industrie du bâtiment*, le climat des affaires s'est de nouveau « altéré », l'indicateur le synthétisant ayant reculé pour le deuxième mois consécutif (-1,1 point). Les entrepreneurs interrogés ont indiqué pour le troisième mois consécutif anticiper un ralentissement d'*activité à venir* (repli du solde d'opinion correspondant de -3,0 points). Leur jugement sur les *carnets de commandes* a été moins bien orienté (-3,0 points) engendrant des *perspectives d'emploi* moins favorables (baisse du solde d'opinion sur les effectifs prévus de -7,0 points) ;
- dans *le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobile*, l'indice du climat des affaires s'est légèrement replié (-0,4 point) tout en restant à des niveaux exceptionnellement élevés depuis la mi-2007. Le solde relatif aux *intentions de commandes* s'est replié de -3,0 points et les *perspectives générales d'activité du secteur* se sont effritées (-1,0 point).

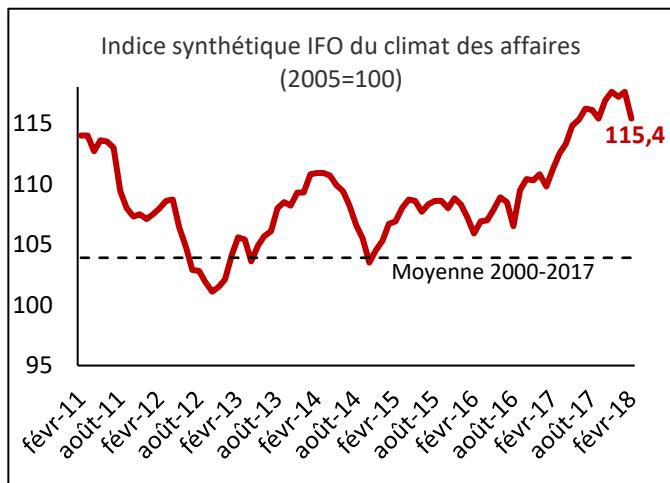


Source : INSEE

5. Climat des affaires allemand en février 2018 : orientation moins favorable, nette dégradation des perspectives à six mois

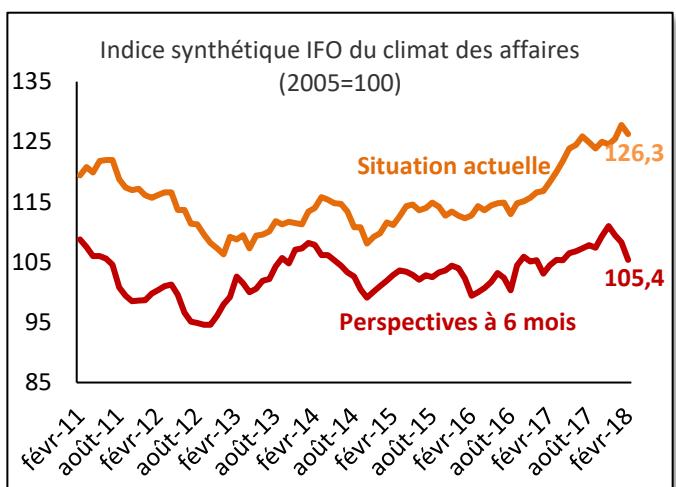
* Le climat des affaires dans la construction, l'industrie et le commerce en Allemagne s'est « franchement dégradé » en février 2018. L'indicateur synthétique Ifo, calculé à partir d'un échantillon d'environ 7 000 entreprises, a en effet diminué de -2,2 points pour s'établir à 115,4, **après avoir atteint un record historique en janvier**.

Cette diminution s'explique par celle de *la perception des entreprises de leur situation actuelle*



(baisse de l'indice de -1,5 point à 126,3 soit un niveau proche du record historique atteint le mois dernier), ainsi que par celle **de leurs anticipations d'activité à six mois**, « après une période d'euphorie récente » (- 2,9 points).

Selon l'institut Ifo, les données issues des enquêtes suggèrent **une croissance de +0,7% au premier trimestre 2018**.



Source : Ifo

* Cette moins bonne orientation du climat a concerné l'ensemble des secteurs couverts par l'enquête :

- **après avoir atteint un record historique en janvier, l'indice du climat a nettement reculé dans le secteur manufacturier** (-5,2 points). La perception des manufacturiers de leur situation actuelle et de leurs perspectives d'activité à six mois a diminué en raison d'une « demande un peu plus faible » et « de carnets de commandes moins garnis » ;
- dans le **commerce de gros**, l'indice a diminué de - 2,9 points sous l'effet conjugué d'une baisse de la perception par les entreprises de leur situation actuelle et de leurs anticipations ;
- dans le **commerce de détail**, le retrait de l'indice a également été marqué (-4,2 points), là aussi du fait de la moins bonne perception par les entreprises de leur situation actuelle et de leurs anticipations ;
- dans la **construction**, l'indice s'est légèrement replié relativement aux autres secteurs (-1,8 point) en raison essentiellement de la composante « anticipations ». S'agissant de la perception que

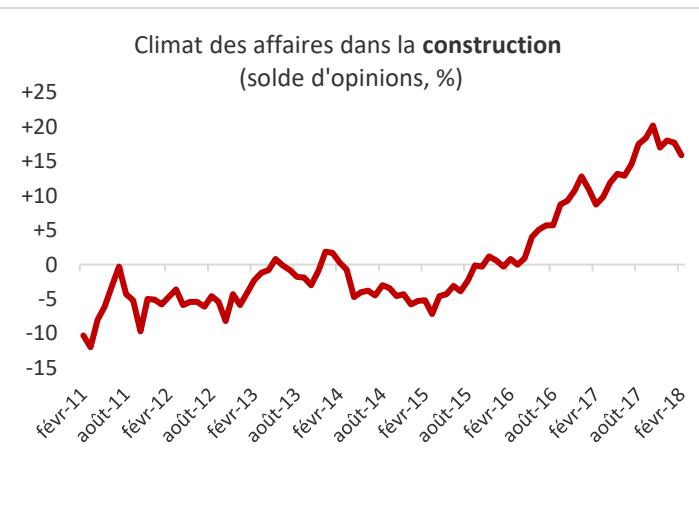
les entrepreneurs ont de la situation actuelle, elle est demeurée bien orientée atteignant même un nouveau record historique.

*

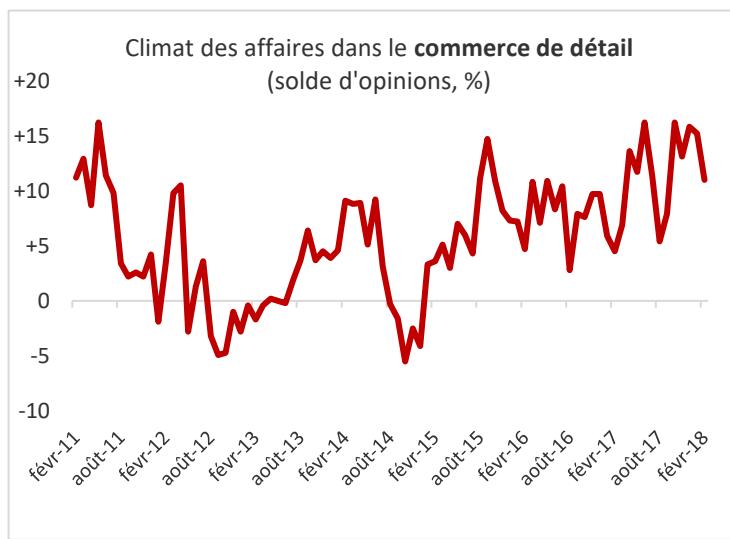
Le caractère légèrement moins favorable du climat des affaires allemand suggéré par l'enquête Ifo est globalement confirmé par la première estimation des indices PMI de Markit Economics de février. Dans le secteur manufacturier, l'expansion de l'activité se serait modérée tout en demeurant à un niveau élevé (PMI à 60,3, un plus bas de six mois, après 61,1 en janvier). Dans les services, le rythme d'expansion aurait également ralenti (55,3, un plus bas de trois mois, après 57,3 le mois dernier). Selon Markit, « la croissance de l'activité du secteur privé allemand demeure robuste malgré le ralentissement observé en février ». Par ailleurs, ajoute Markit, « le rythme de croissance de la plus grande économie de la zone euro au premier trimestre 2018 devrait être supérieur à celui atteint au quatrième trimestre 2017 (+0,6%). La prévision de croissance allemande formulée par Markit est même supérieure à celle de l'Institut Ifo (respectivement +0,9% contre +0,7%) pour les trois premiers mois de l'année.



Source : Ifo



Source : Ifo



Source : Ifo

7. Tendance récente des marchés : stabilisation des taux souverains, remontée de la bourse de Paris, baisse de l'euro et légère remontée du pétrole

